Un secrétaire général et deux présidents

Danielle Domergue-Cloarec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/492>

DOI : 10.4000/ccrh.492

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Danielle Domergue-Cloarec, « Un secrétaire général et deux présidents », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/492> ; DOI : 10.4000/ccrh.492

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Un secrétaire général et deux présidents

Danielle Domergue-Cloarec

- 1 À travers l'étude du *Journal* de Jacques Foccart en cinq volumes, on a tenté de voir comment fonctionnait le couple secrétaire général/président de la République et quelle était la place occupée par Jacques Foccart dans la politique africaine de la France.

La vision des structures de la coopération selon les présidents de la république

- 2 Le général de Gaulle, lors des audiences avec Jacques Foccart, s'exprime davantage et sur un ton plus intimiste que Georges Pompidou.

Le ministère de la Coopération

- 3 On croit que le maintien de ce ministère a répondu à la volonté des chefs d'État africains et du Général. En fait, dès 1966, le Général estime que ce ministère doit être rattaché au Quai. Il s'élèvera contre la diversité des organismes s'occupant de l'Afrique :
- [...] qu'à la fin des fins, il est bien normal qu'il soit rattaché aux Affaires étrangères.
- 4 Il souligne la particularité de la politique de coopération qui doit demeurer un tout. Entre 1960 et 1969, la tendance au regroupement n'aboutira jamais à une fusion. Pompidou s'opposera à la création d'une agence de la Coopération par crainte qu'elle ne devienne un second ministère.
- 5 Le personnel est du personnel détaché des autres corps de l'État. Au début, le Général reconnaît que les anciens de la FOM sont des gens bien, mais, en 1968, il les juge très colonialistes, n'ayant pas compris l'évolution. Son jugement sur les militaires français en Afrique relèvera de la même attitude. Pompidou, n'ayant pas pour souci majeur l'Afrique, laisse volontiers Jacques Foccart manœuvrer. L'évolution politique des États lui donne l'impression que l'Afrique se désagrège, que la France ne peut tout régler, d'où un sentiment de lassitude qui ira en s'accroissant.

Les aspects particuliers

- 6 De Gaulle n'est pas convaincu par la francophonie, qu'il juge dépassée. L'échec de la Communauté pèse sur cette vision. Il assouplit sa position puisqu'en septembre 1969, il affirme à Diori qu'il y est favorable mais qu'il ne veut pas qu'elle soit politisée et apparaisse comme une initiative de la France.
- 7 Le Général, attentif à la coopération militaire, définit les modalités d'application des accords de défense. La France interviendra en cas :

- de subversion visant à porter atteinte à la personne du chef de l'État,
- d'attaque par un autre État,

ajoutant qu'on n'a pas à prendre parti par les armes à l'intérieur. Or les accords de défense de la première génération contiennent des clauses à ce sujet, et il y a des accords de maintien de l'ordre qui n'ont pas fait l'objet de publication. En 1963, le ministre des Armées évoque la possibilité pour la France de prêter un concours exceptionnel en cas d'agressions locales ou de menées subversives. Le Général est peu enclin à l'intervention et compte plus sur l'effet dissuasif. Mais, en 1966, lorsque Bokassa fait son coup d'État, le Général constate une insuffisance des troupes françaises l'empêchant d'agir, même s'il l'avait voulu. À Brazzaville, il s'oppose à ce que les troupes françaises interviennent pour des manœuvres politiques. En 1968, devant l'agitation en Côte d'Ivoire, il refusera le concours des forces françaises, mais, en 1970, elles interviendront sous Pompidou s'appuyant sur l'argumentaire de 1963. Il avait perçu très tôt les inconvénients du système et recommandé à Jean Foyer :

[...] que la France ne contracte aucune espèce d'engagement automatique.

- 8 Il s'y résoudra au Tchad par respect des accords. Pompidou s'inscrit dans la continuité en freinant sur les interventions militaires y compris au Tchad (1972) où il donnera pourtant satisfaction à Foccart en repoussant le désengagement. Il s'opposera à toute intervention à Madagascar, en Guinée. Dans le cadre de la coopération militaire, les bases françaises sont incluses dans les accords de défense. Le Général n'y est pas très favorable, en particulier pour Port-Bouët qu'il veut supprimer dès 1965 : « C'est décidé que ça lui plaise ou non [à Houphouët-Boigny] » La réduction des bases maintiendra Port-Bouët.

Leurs visions de l'Afrique et des africains

- 9 Le Général considère les territoires africains comme indéfectiblement attachés à la France. Il divise les pays comme il le fait des hommes qui les gouvernent (chefs d'État), en deux catégories : « ceux qui se conduisent bien », c'est-à-dire qui écoutent la France, et « ceux qui se conduisent mal », c'est-à-dire ceux qui n'en font qu'à leur tête et sont plus nombreux. La première catégorie, par définition, fait moins parler d'elle (Dahomey, Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire). La parole du Général, « il faut les aider », est le sésame.

Nous en avons assez d'avoir affaire à des irresponsables, dira-t-il à propos du Congo en 1965. Il sera excédé par les demandes répétées de changement d'ambassadeur et fera savoir « qu'il vaut mieux rester dans la ligne de la France ». Il est très remonté contre la Mauritanie :

Moktar est un Arabe, on ne peut pas avoir confiance en lui car il nous trahira dès qu'il le pourra.

Il lui fait une leçon de géopolitique et racontera au président Ahidjo la scène, histoire sans doute de l'avertir, ce qu'appréciera peu celui-ci. Face à un Bokassa réticent à signer des conventions, il dira « qu'il ne se conduit pas bien », ce qui revient à une condamnation sans appel. À Madagascar, il sera furieux de voir Tsiranana se rapprocher des Anglais (1967) :

On est d'accord pour coopérer mais pas pour se faire couillonner.

Pompidou le rejoindra, redoutant lui aussi une emprise anglo-américaine et même chinoise. C'est dans un langage assez cru et sans fioriture que le Général s'exprime. Sa tolérance devant des comportements fantaisistes peut passer pour celle d'un père vis-à-vis de fils turbulents, mais il campe sur une vision passéiste de l'Afrique.

- 10 Avec la Guinée, le contentieux, qui date de 1958, est aggravé par la rupture des relations diplomatiques, le 17 novembre 1965. Il est intransigeant sur les pensions des anciens combattants et les transferts d'argent. La France est accusée de vouloir déstabiliser le pays. Trois tentatives ont échoué : l'une en 1959, l'autre en 1960 et une troisième le 20 janvier 1971, à l'occasion de laquelle Pompidou apostrophe Foccart, l'accusant d'avoir encore loupé l'affaire ! Aucune preuve n'est apportée. La version accréditée celle du Général opposé à toute action, Foccart endossant le rôle de celui qui s'efforce à tout prix de renouer avec le pays. Il maintient cette position sous Pompidou, lui demandant en même temps de faire un effort mais aussi de renverser Sékou Touré ! Pompidou reste réservé :

Ce sont des zèbres avec lesquels personne ne sait jamais sur quel pied danser.

- 11 Il ne considère pas les pays africains comme une chasse gardée et entérine l'élargissement de l'influence française amorcée en direction des territoires ex-belges.

Les richesses et les influences étrangères

- 12 Pour le Général « ce ne sont pas elles [les richesses] qui dictent l'attitude de la France », bien que le thème de l'intérêt justifie la présence de la France et qu'il s'y montre très attentif. Avant la guerre du Biafra, en 1965, il souhaite qu'on se renseigne sur les richesses pétrolières du Nigeria. La grande affaire de la période sera l'uranium du Niger pour lequel la France s'efforce d'obtenir l'exclusivité. Le Général y est très attaché. Il s'intéressera à l'uranium de la République centrafricaine craignant que le CEA ne se fasse souffler la place. L'autre combat est le pétrole du Tchad pour lequel il ne veut pas des Italiens (ENI) et celui du Gabon.

- 13 Pompidou, favorable au secteur privé, s'efforce d'inciter les industriels à investir en Afrique. Pragmatique, il dit :

Il y a ce que peut faire la France et ce qu'elle ne peut pas faire, mais il ne remet pas en cause les exclusivités établies. L'intérêt économique peut conduire à perdre pour mieux gagner : on maintient les potasses de Holle en raison du pétrole au Congo. Foccart entretient des liens avec les grandes entreprises privées (Jean Lefèvre).

- 14 L'antiaméricanisme et l'anglophobie du Général resurgissent assez régulièrement quand apparaissent des problèmes. Il se refuse à laisser les Américains mettre la main sur le Congo y compris par personne interposée (sous-entendu Mobutu). Face à la concurrence des Israéliens dans le domaine de la sécurité il dira aux Béninois qu'ils « doivent choisir entre leur aide et la nôtre ». Pompidou fera de même.

- 15 La France va chasser sur le territoire d'influence des Belges au Congo-Léopoldville en apportant un large appui à Tshombé. Au printemps 1960. Maurice Couve de Murville invoque un traité de 1883 pour revendiquer le Katanga. C'est Pierre Dabiez qui, au cabinet de Pierre Messmer, suivra l'affaire. Le Général juge le territoire intéressant. Les Français regardent aussi vers le Burundi (1965) puis avec Georges Pompidou vers le Rwanda (1973-1974).

Les coups d'État militaires et les affaires du Tchad et du Biafra

- 16 Dès le départ, le Général désapprouve les coups d'État et s'interroge sur « ces chefs d'État qui reculent devant la moindre menace ».
Il dira de façon prémonitoire « que l'Afrique est à l'heure du désordre et de l'anarchie ».
- 17 Lors du coup d'État du Togo en 1967, il ajoute qu'« Times New Roman ils y passeront tous ». Il en rend responsable Houphouët car seule l'armée de la Communauté pouvait les garantir contre ce genre de choses. Les coups d'État s'étant multipliés, Pompidou ne s'étonnera plus, mais campera sur une vision très pessimiste de l'avenir.
- 18 Le Général consentira à l'envoi des militaires réclamés pour encadrer l'armée tchadienne. En 1968, quand la situation s'aggrave, il pense « qu'un jour où l'autre ça se terminera mal ».
- 19 Lorsque Tombalbaye réclame l'intervention de la France, le Général assure qu'on respectera ses engagements, mais conseille de ne pas engager les troupes sur le terrain pour éviter de s'enliser. Il se rend compte que Tombalbaye n'est pas capable de rétablir la situation et que l'armée est déficiente. Le Quai souhaite qu'on parte.
- 20 Dès le 23 septembre 1967, le Général se prononce pour le Biafra, n'ayant pas pardonné au Nigeria l'expulsion de son ambassadeur en 1961. C'est en stratégie qu'il agit car :
Un jour ou l'autre, le Nord éclatera et nous devons prendre position.
- 21 Il n'ira pas plus loin puisque, dès le 14 décembre 1967, il se refuse à reconnaître le Biafra. En fait, Houphouët-Boigny et Bongo vont servir la cause française. C'est par le biais de l'aide humanitaire que la France apportera des concours en tout genre. Le récit que fait Foccart reste très édulcoré et ne nous apprend rien qu'on ne sache déjà. Le Général se refusera à toute reconnaissance et même à inciter (9 avril 1969) le Biafra à négocier estimant :
Vous savez que rien n'est perdu dans une guerre pareille, peut-être en raison de son expérience.
- 22 Foccart accrédite la version officielle. La distorsion de l'information entre ce que dit Foccart et ce qu'ont révélé les chercheurs dans différentes publications laisse entrevoir une volonté d'occulter une partie des événements. S'agit-il d'un acte de fidélité au Général ou du désir d'apparaître sous son meilleur jour ?

Les réserves et le scepticisme

- 23 De Gaulle émettra de grandes réserves, sinon un profond désaccord, tout au long de la période, sur les négociations franco-maliennes :
Je ne vois pas l'intérêt de tout cela, ils ne représentent rien, il n'y a qu'à les laisser crever, ces gens veulent nous posséder.

Il ne veut pas de la Fédération du Mali et refuse que l'accord soit signé à Bamako. Il dira au sujet de l'argent donné :

Plus on leur en donne, plus ils nous engueulent.

Pompidou ne partagera pas ces réticences et aidera le Mali pour éviter qu'il ne tombe sous l'influence chinoise.

De Gaulle demeure intraitable sur la Guinée :

Je ne vois pas pourquoi vous vous acharnez à penser qu'il y a quelque chose à faire avec la Guinée tant qu'il y aura Sékou Touré.

Selon lui, la Guinée ayant rompu, la France n'a plus de dette. Pompidou maintient la position.

- 24 De Gaulle se montre sceptique vis-à-vis de Senghor qui tente de le convaincre des bonnes intentions de Mamadou Dia, vis-à-vis des justifications d'Houphouët-Boigny pour le barrage de Kossou (Américains), vis-à-vis des comédies du ministre des Affaires étrangères du Zaïre ou de l'avenir de la francophonie. Ses manifestations pouvaient aller de l'irritation au refus. Ainsi en est-il de son problème avec Youlou qu'il fait évader et qu'il aidera, mais dont il refuse catégoriquement le retour en France. Il refusera de recevoir officiellement tous les chefs d'État n'ayant pas libéré les anciens présidents.
- 25 Il est irrité par Houphouët-Boigny à qui il ne pardonne pas l'échec de la Communauté. La première dislocation vient de la loi constitutionnelle du 4 juin 1960 permettant de réviser les accords. Le refus des dirigeants de l'Entente accélère la désintégration. Or le Général a mal ressenti cet échec. Sur certains hommes, comme par exemple Sourou Migan Apithy, le Général et Pompidou auront des jugements totalement contradictoires. Ses jugements pouvaient être sévères : Jean-Bédel Bokassa « est un couillon, un cinglé », Philibert Tsiranana est « une planche pourrie », Gnassinbé Eyadéma est dépeint sur un ton ironique :

On lui a dit de soutenir son président moyennant quoi il fait un coup d'État !

Quant à Léopold Sédar Senghor, *le poète*, il se dira surpris qu'il ne se soit pas fait éliminer par Mamadou Dia et Modibo Keita ! Joseph Désiré Mobutu ne respecte pas sa parole et est dans la main des Américains ! Il qualifie les élections « de fumisteries ».

- 26 On est en présence d'une savoureuse galerie de portraits de chefs d'État et s'il lui arrive de se tromper sur certains, on peut dire qu'il est assez lucide sur la plupart, les événements confirmant ses appréciations. L'intérêt est de voir aussi les chefs d'État en situation, leur mode de fonctionnement face à la forte personnalité du chef de l'État français, sachant à la fois l'affronter, en jouer mais se laissant à leur tour manœuvrer volontairement ou non pour obtenir satisfaction. Ils seront moins reçus par Pompidou par goût, et à cause de sa santé. Dans ce face-à-face, chefs des États africains/chef de l'État français, l'homme clef en mesure de faire la décision est bien Jacques Foccart. La vision reste partielle. Il serait intéressant d'avoir le regard de l'autre (les Africains) qui pourrait apporter quelque surprise !

Foccart : maître jacques de la politique africaine

- 27 Sa place est voulue et définie par le général de Gaulle. Il la justifie par la nécessité de maintenir des relations particulières avec l'Afrique, ce qui s'inscrit dans la continuité de la Communauté. Foccart apparaît si incontournable que Pompidou s'en inquiètera en cas d'accident.

- 28 Pour le Général, Foccart n'existe pas en tant que tel et il lui fait une leçon sur sa véritable place :
- Vous êtes tellement lié à moi qu'en réalité, le reflet que vous donnez est le mien.
 Quand on est vous, on ne doit pas écrire une lettre personnelle.
 Vous ne pouvez pas avoir de position personnelle en raison de ce que vous êtes par rapport à moi.
 Vous n'avez pas d'opinion personnelle à avoir.
 Quand vous parlez tout le monde pense que c'est le Général, vous m'engagez.
- 29 Le couple de Gaulle/Foccart est un couple qu'on peut assimiler à un couple père/fils mais toujours dominant/dominé et quand le second déborde de son territoire, le premier le rappelle à l'ordre en lui disant que c'est lui qui commande. Ce refus d'expression personnelle à l'extérieur explique peut-être la grande liberté de discussion sur un pied d'égalité en tête-à-tête, confirmée par Michel Jobert. Dans l'esprit du Général, Foccart a une place à part, à laquelle il tient. Il est « au-dessus des hiérarchies traditionnelles et habituelles », il n'est pas un ministre, et le Général lui demande de faire comme lui : s'il « ne reçoit pas un ministre, [il] doit faire de même ». Foccart a toujours refusé un poste ministériel, sa position étant plus avantageuse que celle d'un ministre. Le Général le place :
- [...] au-dessus d'un haut-commissaire en déclarant qu'il venait tout de suite après lui. Bien avant le haut-commissaire et vous n'avez pas à lui être reconnaissant vous lui donnez des ordres.
- 30 On peut dire que Foccart est le porte-canne du Général, phénomène sans équivalent dans l'histoire de la V^e République. Cependant, quand il réclamera un élargissement de ses compétences (1965), le Général s'y refusera, mais Pompidou le lui accordera en 1972. Foccart saura utiliser ces contraintes. Ne pouvant s'exprimer à titre personnel, tout ce qu'il dit est interprété comme étant la parole du Général, il est fort probable qu'il a vu le parti qu'il pouvait en tirer. Il raconte plus les autres que lui-même, s'attribuant un modeste rôle, trop modeste pour convaincre le lecteur. Aucun des conseillers pour les Affaires africaines n'aura un tel rôle dans la politique africaine, au point qu'on peut dire à certains moments qu'il la conduit. Sa longévité exceptionnelle lui donne une excellente connaissance des serviteurs et des rouages de l'État.
- 31 Ses attributions multiples permettent de le qualifier de grand maître des cérémonies franco-africaines au sens large puisqu'il s'occupe du courrier (qu'il peut retenir ou retarder), de tous les voyages, de toutes les réceptions (dont il tient une comptabilité en fonction de l'importance et de la docilité du chef d'État), des déjeuners, des audiences (qu'il fait accorder ou refuser), des cérémonies de remise de décorations que les chefs d'État apprécient quand ils ne les réclament pas eux-mêmes, des grandes et des petites attentions (avions du GLAM, cadeaux, etc.). Il reçoit à ses domiciles et peut se rendre aux domiciles des chefs d'État. Sa disponibilité lui permet de régler des problèmes très divers. Ces activités lui donnent des occasions de s'informer ou de contrôler les nouvelles, d'être au courant de toutes les palabres du village africain francophone et même plus. Il effectue des voyages en Afrique, le Général considérant qu'il est utile de tenir les chefs d'État africains en haleine et de leur dire ce qu'il faut qu'ils fassent. Il voyagera beaucoup sous Pompidou. À travers tout ce rituel et les services rendus, Foccart tisse un réseau étroit de relations.
- 32 Son rôle majeur est d'informer le plus complètement possible le chef de l'État sur l'évolution de la situation politique des pays, les problèmes qui se posent, les demandes des chefs d'État, les palabres qu'ils ont entre eux, les coups d'État, les rumeurs de coups

d'État, les accords passés, les réunions africaines, la situation des intérêts privés, les influences étrangères, la situation des opposants, les voyages des chefs d'État africains et de leurs ministres à l'étranger, les problèmes de santé, bref de tous les bruits de l'Afrique. C'est à l'aide de ces informations, qu'il prépare ses fiches d'audience. Elles ne proviennent pas uniquement de ses attributions, mais aussi de sources civiles et de sources militaires. Il lui est possible d'avoir des informations des ambassadeurs, des ministères de la Coopération, des Affaires étrangères, des présidents africains, de leurs ministres, de leurs chefs d'état-major, de leurs conseillers techniques. En les rencontrant, il s'informe, tout en sachant qu'ils peuvent mentir. C'est un jeu très subtil car tous savent que c'est lui qui détient la clef de l'accès à la présidence. Il peut leur fournir des indications s'il le juge utile, par contre il leur est difficile de lui en refuser. Il entretient des contacts à tous les niveaux parfois très anodins. Il reçoit des informations des services de renseignement et en particulier du SDECE qui a des antennes locales dans les pays africains, mais il ne le mentionne pas au Général qui en a une mauvaise opinion. Ces contacts seront moins fréquents avec Alexandre de Marenches, Georges Pompidou ayant chargé celui-ci de « défoccartiser » les services. Il a également des contacts avec les membres de l'Amicale action et avec de nombreux anciens du BCRA. Il utilise aussi des collaborateurs qu'il peut envoyer en mission tels que Jean Mauricheau-Beaupré, dont il dit qu'il lui est très utile, mais sur lequel il n'apporte pas de précision, pas plus que sur les autres. Point de passage obligé de toutes les personnalités importantes, il lui est facile de recouper les données. Comme chaque audience est précédée d'une fiche qu'il rédige et suivie d'un compte rendu du Général, Foccart sait ce qu'a dit un chef d'État et peut faire confirmer par le Général la véracité ou non d'une information. On peut dire sans exagération que Foccart est au cœur du secret des affaires du continent africain. On va le voir pratiquer une diplomatie plus nomade (voyages) sous Pompidou, à ce niveau, que sous le Général qui n'aimait pas s'en séparer. Avec Pompidou, il sera chargé d'assister à toutes les arrivées et à tous les départs des chefs d'État.

Ses actions

- 33 Sa connaissance des gens, son information, sa disponibilité lui permettent de peser, d'influencer, de plaider, d'agir, de temporiser : en clair de conduire une véritable politique au nom du Général mais grandement inspirée par lui-même.
- 34 Il influence les nominations, les remplacements ou les mutations des ambassadeurs. Il obtient le changement de l'ambassadeur de France en Centrafrique, propose de nommer Fernand Wibaux à Fort-Lamy, Claude Rostain au Niger ou Maurice Delauney à Madagascar. Ce rôle, qui empiète sur le domaine de Maurice Couve de Murville, est entériné par le Général qui déclare :

Je veux que vous les connaissiez personnellement, car il juge tous les gens (« types » !) du Quai d'Orsay antigaullistes et demandera instamment à Foccart de voir d'abord ce qu'il en est. Ce rôle sera confirmé par Pompidou qui lui dit en 1971 :

Je ne veux pas que cela se passe sans votre accord.
- 35 Il est évident que, dans ce jeu des nominations, il s'efforce de placer des gens à lui ou pour lesquels il a une opinion favorable et attend en retour de pouvoir bénéficier d'informations.

Il intervient ou plaide en faveur de plusieurs choses :

- pour le maintien des bases militaires ;
- pour le maintien d'un ministère de la Coopération à part entière ;
- pour les interventions militaires ;
- pour les négociations avec le Mali ;
- pour la non rupture avec la Guinée ;
- pour l'uranium du Niger et donc de Hamari Diori ;
- pour le Biafra et ceux qui le soutiennent ;
- pour les militaires français ;
- pour que la France prenne en main la sécurité personnelle des chefs d'État au lieu d'Israël ;
- pour le maintien des troupes au Tchad ;
- pour l'apport de l'Afrique à la politique extérieure de la France (sensible au niveau de l'ONU) ;
- pour le Gabon dans lequel il a géré le problème de succession en facilitant l'installation d'Omar Bongo et l'affaire de Kingué ;
- pour un élargissement de la coopération au Congo-Kinshasa et au Burundi.

- 36 Au total, il plaide pour les intérêts de la France, le maintien de relations étroites avec les États africains (soucieux d'éviter toute rupture), le renforcement des liens dans lesquels les intérêts économiques ne sont pas absents. Il adhère à la conception du général de Gaulle qui estime que les États africains sans la France ne sont rien. Il tempore face à certaines décisions en évitant d'envoyer ou en retardant un courrier. Il peut obtenir des délais, jouer les arbitres entre deux chefs d'État. Le Général n'est pas dupe. Quand il fera la même chose avec Pompidou cela se passera mal et la pratique ne sera plus évoquée. En fait la marge de manœuvre sera aussi large mais de manière différente. Foccart n'hésite pas à faire des remontrances aux chefs d'État, aux ministres et aux ambassadeurs.

Il agit à la fois par des grands et des petits gestes :

- en vue de l'élargissement de la zone d'influence française, il obtient du Général d'inviter le Congo-Kinshasa et le Burundi à l'occasion de la réunion des ministres de la Justice à la mi-mars 1965 ;
- il fait évader l'abbé Fulbert Youlou et obtiendra son entretien matériel jusqu'à sa mort ;
- il s'oppose à la visite de Kwame Nkrumah en France ;
- il fait adhérer le Congo-Kinshasa à l'OCAM ;
- il s'ingère dans les affaires africaines en demandant aux chefs d'État africains de ne pas se rendre à une réunion chez Joseph Désiré Mobutu des anciens chefs d'État militaires, car il a omis d'inviter Christophe Soglo ;
- il obtient le desserrement des contraintes financières à l'endroit du Bénin ;
- il obtient l'installation d'un réseau de télévision au Dahomey et au Togo sous prétexte d'influence anglophone ;
- il fait voter à l'OCAM pour la présidence de François Tombalbaye ;
- il obtient qu'un État africain envoie des subsides via le secteur privé français à un autre chef d'État d'Omar Bongo / Marien N'Gouabi ;
- il envoie des conseillers techniques financiers auprès des chefs d'État quand ils le réclament.

- 37 Il n'obtient pas toujours ce qu'il veut. Il n'arrivera pas à obtenir le déplacement du directeur des Affaires africaines et malgaches au Quai, Jean-Marie Soutou, pas plus que le remplacement d'André Postel-Vinay (Caisse centrale de coopération économique).

- 38 Outre ces différentes actions qui montrent que son champ de manœuvre est plus large que celui d'un ministre, il agit parfois en véritable chef de l'État. C'est ainsi que le 1^{er}

janvier 1966, il fait mettre en état d'alerte les troupes de Fort-Lamy et l'aviation et ne réveille pas le chef de l'État. Il maintient, en accord avec Pierre Messmer, l'escadron blindé à Abidjan, donne des instructions à la préfecture de police pour faciliter l'accès au territoire de Justin Ahomadegbè (Dahomey) dont il connaissait curieusement tous les détails de la fuite, donne à l'amiral Philippon l'ordre de mise en alerte des troupes de Dakar, en informe Maurice Couve de Murville et Georges Pompidou mais pas le Général. Il obtiendra le maintien des sections à Bangui et le report du départ des troupes françaises au Tchad. Il réussit à faire signer rapidement par Yvon Bourges l'accord de Kingulé (barrage au Gabon) auquel tenait tant Omar Bongo. Il gère la crise entre François Tombalbaye et Jean-Bédel Bokassa ainsi qu'une crise en République Centrafricaine avec tentative de coup d'État et expulsion de l'ambassadeur de France.

- 39 Jacques Foccart arrive souvent à court-circuiter le Quai au point que Maurice Couve de Murville proposera au général de Gaulle de lui laisser tout le continent africain, ce qu'il refusera.
- 40 Si le Général lui fait confiance, il s'informe par ailleurs. Il ne mentionne jamais devant Foccart les informations qu'il a par d'autres sources, mais celui-ci s'en aperçoit. Les deux hommes s'accrochent en apparence sur deux pays : la Guinée et le Biafra. Foccart a la hantise que la disparition de la France profite aux étrangers. Son intérêt constant pour la Guinée conduit à se poser la question de savoir si ce n'est pas en relation avec les actions souterraines visant à renverser le régime, si ce n'est ce pas un rideau de fumée ? Ce soutien à la Guinée ne disparaît pas avec Pompidou car il le sent plus réceptif. Il propose de débloquer des fonds, mais voudrait aussi qu'on renverse Sékou Touré ! Il s'occupera du Biafra et de ses réfugiés, ainsi que des pays qui l'ont soutenu. Il s'accroche avec le Général sur les militaires français en Afrique, dont il prend la défense.
- 41 Ses succès majeurs sont nombreux et on ne peut en donner qu'un mince aperçu. On lui doit :
- le maintien du ministère ou d'un secrétariat de la Coopération. Il a lutté avec succès pour la non-absorption par les Affaires étrangères ;
 - les interventions militaires en Afrique, malgré les réticences des présidents ;
 - le maintien de Port-Bouët (Côte d'Ivoire) ;
 - l'engagement des militaires au Tchad ;
 - règlement de la succession de Léon M'Ba et l'accession d'Omar Bongo ;
 - les négociations sur l'uranium au Niger qu'il mènera au mieux des intérêts français et dont il obtiendra à l'arraché la signature de même que la sécurisation du site d'Arlit ;
 - le maintien des négociations franco-maliennes ;
 - l'adhésion du Congo-Kinshasa à l'OCAM ;
 - la possibilité de se rendre en France pour Youlou ;
 - les négociations sur le pétrole au Gabon ;
 - la révision des accords de coopération au cas par cas plutôt que globalement ;
 - l'intervention pour éviter l'éclatement d'Afrique, etc.
- 42 Cette chronique, sorte d'agenda personnel, apporte des informations qui ne remettent pas en cause ce qu'on sait par ailleurs de la politique africaine. L'abondance des détails sur des événements anodins masque mal les oublis voulus sur les faits majeurs. On nie, on sous-estime, derrière des détails destinés à convaincre le lecteur de la véracité des faits, mais au total on ne dit rien.

- 43 Les cinq volumes du *Journal* apportent une description intimiste des rapports France-Afrique. Il est intéressant de voir la manipulation des hommes politiques par le biais de l'affect qui contribue à la forte personnalisation des rapports franco-africains. L'image des chefs d'État africains est très critique sinon caricaturale. C'est la vision du Président, plutôt que la sienne, lui-même apparaissant comme un homme très compréhensif.
- 44 Au-dessus des ministres, à côté du Président, il est l'homme incontournable de la politique française en Afrique. C'est le Général qui le fait, mais c'est sous Pompidou qu'il a finalement la plus grande marge de manœuvre Foccart a-t-il été la grande force ou la grande faiblesse du Général ?
- 45 Jacques Foccart, ne laissant rien au hasard, a sans doute orienté ses propos. Il s'efforce, envers et contre tout, d'accréditer les versions officielles sachant pourtant que certaines choses seraient connues. Est-ce seulement par fidélité au Général ou n'a-t-il pas compris qu'on ne forçait pas les portes de l'Histoire ?

Repères bibliographiques

- 46 *African Affairs* (articles sur le Biafra) ; Jacques Baulin, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor Press, 1980, 215 p. ; Colloque sur *La Politique africaine du Général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Pedone, 421 p. dont l'article de Daniel Bach, « Le général de Gaulle et la guerre civile au Nigéria » ; Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Les Résistants*, Paris, Fayard, 1984, 669 p. ; Roger Faligot, Pascal Krop, *La Piscine*, Paris, Seuil, 1985, 426 p. ; Jacques Guillemin, *Coopération et intervention. La politique militaire de la France en Afrique noire francophone*, thèse en droit, université de Nice, 1979, 314 p. ; Elikia M'Bokolo et Philippe Sainteny, *Afrique, une histoire sonore*, coffret de 7 CD, Paris, Frémeaux et associés, 2002 ; Brigitte Nouaille-Degorce, *La Politique française de coopération avec les États africains et malgache au sud du Sahara 1958-1978*, Bordeaux, CEAN/IEP, 1982, 567 p. ; Pierre Péan, *L'Homme de l'ombre*, Paris, Fayard, 1990, 585 p. ;